

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

EGYPTE/VIRUS : LES POUVOIRS DE SISSI ÉTENDUS DANS LE CADRE DE LA LOI D'URGENCE

Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi a ratifié une série d'amendements à la loi sur l'état d'urgence qui étend ses pouvoirs, une mesure prise en pleine pandémie de Covid-19 et dénoncée par des ONG. Jeudi dernier, Human Rights Watch (HRW) a dénoncé les amendements, approuvés par le Parlement fin avril, les qualifiant de "couverture" pour la mise en place de "nouveaux pouvoirs répressifs".

LESOTHO : ÉCHEC D'UNE TENTATIVE DE PRÉCIPITER LE DÉPART DE THABANE

Le président de l'Assemblée nationale du Lesotho a rejeté hier une motion visant à faire chuter le Premier ministre contesté Thomas Thabane, nouveau rebondissement dans la crise politique qui secoue le petit royaume depuis des mois. Son propre parti, la Convention de tous les Basoto (ABC), et la coalition qui le soutient exigent sa démission. Mais le chef du gouvernement s'accroche bec et ongles à son poste et n'a promis de le quitter que "d'ici à la fin juillet".

WASHINGTON ACCUSE LES MERCENAIRES D'AGGRAVER LE CONFLIT EN LIBYE

Les Etats-Unis ont accusé jeudi dernier la Russie d'aggraver le conflit en Libye, où un rapport de l'ONU a confirmé la présence de mercenaires russes aux côtés du maréchal Khalifa Haftar, et appelé les belligérants à un règlement diplomatique. Un rapport récent d'experts onusiens contrôlant l'embargo sur les armes imposé à la Libye a confirmé la présence de 800 à 1 200 mercenaires du groupe russe Wagner pour épauler l'homme fort de l'est libyen qui cherche à conquérir Tripoli depuis avril 2019.

La Chine soutient une évaluation de l'OMS

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Alors qu'elle est attaquée par certains pays, à travers le monde, pour sa gestion de la crise sanitaire due au nouveau coronavirus, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de recevoir un soutien de taille dans le cadre de la création d'une commission pour l'évaluation de "la réponse mondiale" au Covid-19. Ainsi, la Chine a dit hier apporter son soutien à cette initiative "après la fin de l'épidémie". Une annonce intervenue après plusieurs semaines de pressions occidentales, notamment américaines et australiennes, exigeant une enquête sur l'apparition du virus dans ce pays asiatique.

Selon l'organisation attachée aux Nations unies, cette évaluation devra se faire de façon "ouverte, transparente et inclusive", sous l'égide de son patron Tedros Ghebreyesus, et "au moment opportun après la fin de l'épidémie", a indiqué Mme Hua Chunying, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Soulignant que la démarche devrait d'abord être validée par l'Assemblée mondiale de la santé de l'OMS ou son conseil exécutif. Cette procédure ne concernerait pas uniquement la Chine, mais l'ensemble des pays du monde.

La porte-parole Hua Chunying n'a pas évoqué l'origine du virus comme étant l'un des thèmes de cette potentielle évaluation dont l'objectif est : "faire un bilan de l'expérience et des lacunes de la réaction internationale à l'épidémie et d'émettre des suggestions sur les moyens de renforcer le travail de l'OMS, de développer les infrastructures de santé des Etats et d'améliorer la capacité de réponse mondiale aux maladies infectieuses", a-t-elle précisé. La Chine, première à avoir rapporté des cas de Covid-19 après l'émergence de l'épidémie dans la ville de Wuhan (centre), se dit favorable à la recherche de l'origine du virus. Par ailleurs, une responsable de la gestion de la pandémie à l'OMS, Maria van Kerkhove, a indiqué



Mme Hua Chunying, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

que l'organisation internationale discutait actuellement avec les autorités de Pékin de l'envoi en Chine d'une mission d'enquête sur l'origine animale du virus. Plusieurs pays dont la France,

l'Allemagne et le Royaume-Uni ont aussi exhorté ces dernières semaines Pékin à faire preuve de transparence sur sa gestion du virus.

A noter que la Chine a fermement

démenti les accusations selon lesquelles elle aurait caché des informations au début de la pandémie. Elle déclare avoir partagé rapidement avec l'OMS et d'autres pays les données à sa disposition.

Un mariage de raison



Le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

J.O.
Libreville/Gabon

Depuis qu'ils croulent sous les critiques de certains pays occidentaux, à l'instar des Etats-Unis, la Chine et l'OMS sont comme obligées de cheminer désormais ensemble dans la lutte contre le nouveau coronavirus. Ce soutien de Pékin à l'initiative de cette or-

ganisation coule donc de source. La complicité qui leur est reprochée est telle qu'elles ne semblent pas avoir d'autre choix.

La Chine, où le virus a vu le jour et s'est répandu à travers la planète, est clairement accusée par les grands pays occidentaux d'avoir dissimulé un "nombre important" d'informations sur l'origine, l'apparition, la propagation et surtout le nombre exact

des décès. Les dirigeants du G20, Donald Trump en tête, imputent la propagation du Covid-19 dans le monde à la Chine, qui n'aurait pas, selon le dirigeant américain, pris toutes les dispositions pour épargner les autres continents. Et pour ne pas arranger les choses, les autorités de Pékin ont dû revoir à la hausse le nombre des cas décédés.

A l'OMS, les mêmes lui reprochent sa complaisance vis-à-vis de la Chine. Et là encore, le premier à être allé loin dans la désapprobation est le locataire de la Maison Blanche qui a décidé de suspendre la contribution américaine à ladite organisation. Des critiques n'ayant pas changé d'une ligne l'opinion du Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, DG de l'OMS, sur la Chine. Soutenant que la réaction de Pékin a contribué à ralentir la propagation du virus au niveau international, en permettant aux autres pays de gagner du temps pour se préparer.